



Tirer profit des échanges pour renforcer la croissance et la compétitivité des systèmes agricoles et alimentaires

Points clés

- Les politiques agricoles qui faussent les échanges sont progressivement supprimées dans certains pays producteurs mais se développent dans d'autres. Les droits de douane sur les produits alimentaires et agricoles restent généralement élevés et certains craignent que les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles technique au commerce (OTC) ne soient parfois utilisés dans un but protectionniste.
- Les restrictions à l'exportation se sont accentuées ces dernières années, tandis que les autres mesures à l'exportation, comme les subventions, sont moins utilisées. Les membres de l'OMC sont maintenant convenus d'éliminer complètement les subventions à l'exportation.
- Dans l'ensemble, les politiques à l'œuvre dans le monde continuent de gêner les échanges et de réduire le bien-être général – de sorte qu'il y a beaucoup à attendre d'une plus grande ouverture et d'une plus grande intégration des marchés.
- Il faut abandonner plus rapidement les politiques de soutien qui faussent la production et les échanges et encourager directement les objectifs de productivité, de durabilité et de résilience.
- Il faudrait concevoir les mesures d'accompagnement – de protection sociale, par exemple – de façon à faciliter l'ajustement structurel nécessaire et à améliorer la compétitivité globale, tout en aidant ceux que la réforme de la politique commerciale peut pénaliser.



Quel est le problème ?

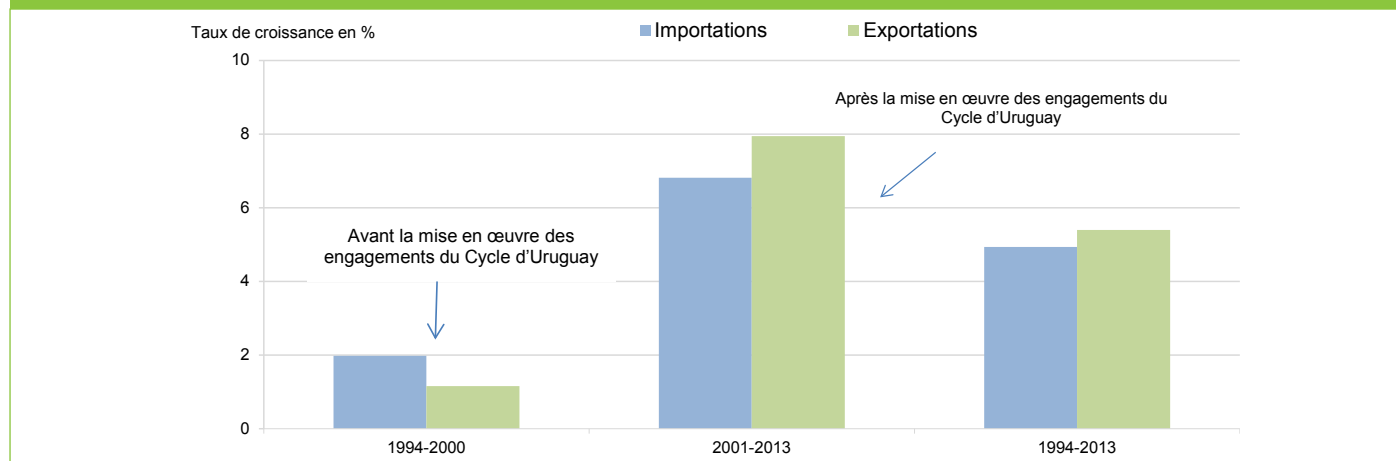
La production et les échanges mondiaux de produits agricoles s'accroissent rapidement depuis l'an 2000. Cette hausse, particulièrement notable en Asie et en Amérique du Sud, modifie l'importance relative des régions productrices, tandis que de nouvelles sources d'approvisionnement se créent et que la dépendance à l'égard des marchés internationaux s'accroît.

Les échanges de produits agricoles de base et de produits alimentaires transformés augmentent plus vite qu'au cours de la décennie précédente car les marchés mondiaux commencent à tirer parti des avantages offerts par un cadre commercial plus solide et fondé sur des règles. Les échanges de produits agroalimentaires – primaires et transformés

– sont aussi moins concentrés, l'émergence de nouveaux centres de production ayant renforcé les flux commerciaux « sud-sud ».

Parallèlement, le soutien interne a été restructuré dans plusieurs grands pays producteurs et le soutien qui faussait la production a été réduit dans certains cas. Dans d'autres, les formes de soutien créatrices de distorsions ont au contraire fortement progressé par suite des efforts pour parvenir à l'autosuffisance en réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires de 2007-08. On observe dans l'ensemble une convergence du soutien des pays émergents et développés.

LES MARCHÉS AGRICOLES MONDIAUX TIRENT PROFIT DES RÉFORMES ACCOMPLIES DANS LE CADRE DU SYSTÈME COMMERCIAL FONDÉ SUR DES RÈGLES



Note : Taux de croissance annuelle composé, mesuré en USD nominaux.

Source : calcul de l'OCDE basé sur données de WITS, <http://wits.worldbank.org>.

Dans le domaine des politiques commerciales en particulier, les droits de douane sur les produits agroalimentaires ont baissé à l'échelle mondiale, mais restent globalement élevés. Les droits de douane constituent une part importante des paramètres des politiques agricoles de nombreux pays. Au cours de la période récente de hausse des prix agricoles, les restrictions à l'exportation se sont répandues. Les subventions à l'exportation sont cependant moins utilisées. Il a d'ailleurs été convenu à la 10e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce en décembre 2015 de les éliminer complètement.

Enfin, ces dernières années ont été aussi marquées par une recrudescence, dans certains pays, des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et des obstacles techniques au commerce (OTC), dont le mode d'utilisation semble indiquer des intentions protectionnistes.

Comme le montrent des travaux récents de l'OCDE, les politiques agricoles en place ont des effets négatifs notables sur les échanges de produits agroalimentaires. Si elles n'existaient pas, les échanges de produits agricoles augmenteraient de 5.3 % et les échanges de produits alimentaires de 9.7 %. Elles restreignent en particulier les échanges de produits intermédiaires, ce qui perturbe sans doute le développement des chaînes de valeur mondiales (CVM) dans le secteur agroalimentaire.

La politique commerciale et les mesures de soutien interne visent souvent à accroître la production alimentaire. Dans certains pays, il arrive qu'elles fassent augmenter la production de certains produits, mais c'est généralement au détriment des autres. Et au niveau mondial, elles peuvent ne pas répondre à cet objectif. Les politiques en place sont particulièrement dommageables pour les secteurs appelés à connaître une forte croissance de la demande et des échanges, ce qui suggère une probable augmentation des répercussions économiques négatives au fil du temps.

Les analyses de l'OCDE semblent indiquer pour certains pays que les politiques commerciales restrictives visant à assurer la sécurité alimentaire ou garantir aux agriculteurs un niveau de vie décent sont probablement contre-productives. Du fait de l'interdépendance accrue des pays dans le système commercial mondial, ces politiques font peser des coûts sur les économies nationales comme sur celles des partenaires commerciaux, qui sont de plus en plus souvent d'autres pays en développement.



Que devraient faire les dirigeants ?

- **Éviter de prendre de nouvelles mesures qui faussent la production et les échanges** et supprimer plus rapidement les mesures créatrices de distorsions qui sont en place.
- **Adopter des mesures d'accompagnement – de protection sociale par exemple – pour faciliter l'ajustement** structurel nécessaire, aider ceux qui subissent les effets négatifs de la libéralisation des échanges et assurer une croissance plus inclusive.
- **Investir les ressources disponibles dans des mesures d'amélioration à long terme de la compétitivité et de la productivité**, au moyen de mesures ciblées et adaptées à ces objectifs.

- **Supprimer les obstacles au développement des secteurs d'amont et d'aval et à l'intégration dans les CVM**, en renforçant les marchés et les institutions et en investissant dans les infrastructures au besoin. De leur côté, les acteurs de la filière agroalimentaire devraient respecter les orientations de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises.
- **Assurer la mise en œuvre intégrale et rapide de l'Accord sur la facilitation des échanges.**
- **Veiller à ce que les mesures SPS et les OTC qui touchent le secteur agroalimentaire soient appropriées, fondées sur des principes scientifiques et ne créent pas d'obstacles inutiles aux échanges.**
- **Participer aux efforts internationaux de coopération** en matière de réglementation de façon à réduire les frictions d'ordre réglementaire qui influent sur les courants d'échanges.
- **Soumettre les restrictions aux exportations à des règles supplémentaires pour réduire les perspectives de perturbations sur les marchés internationaux.**
- **Utiliser toutes les voies possibles – unilatérales, régionales et multilatérales – pour continuer d'éliminer les mesures restrictives et créatrices de distorsions**, en privilégiant la voie multilatérale, plus générale et susceptible de générer les bénéfices les plus élevés.



Sources principales

- **Evolving Agricultural Policies and Markets : Implications for Multilateral Trade Reform** (à paraître)
- **Issues in Agricultural Trade Policy**
- **Trade Dimensions of Food Security**

Une liste complète des livres et documents pertinents peut être consultée à l'adresse <http://oe.cd/taking-stock-fr> et sur le site de la réunion ministérielle de l'agriculture <http://oe.cd/agmin-fr>.

